Pamph
HMod
L

League of Nations. Council

20/48/14

Document
de l'Assemblée
14

31761 09343808 3

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recommandations de la Conférence Internationale d'Hygiène relatives à la Création d'une Organisation Internationale d'Hygiène sous les auspices de la Société

PLAN MODIFIÉ ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DANS LA SÉANCE QU'IL A TENUE A SAINT-SÉBASTIEN LE 3 AOUT 1920

LEAGUE OF NATIONS. Council.

Recommandations of the International Health Conference relating to the Establishment of an International Health Organisation under the League

AMENDED SCHEME ADOPTED BY THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS MEETING AT SAN SÉBASTIAN, ON 3RD AUGUST 1920

Document de l'Assemblée
14
(12/3943/126)

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'HYGIÈNE RELATIVES A LA CRÉATION D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE D'HYGIÈNE SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ

Ministère de l'Hygiène,
Whitehall, S. W. 1,
le 26 avril 1920.

[*Traduction.*]

MONSIEUR,

En qualité de Président de la Conférence Internationale d'Hygiène, récemment convoquée par le Ministre de l'Hygiène, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus une copie, revue et corrigée, des recommandations de la Conférence en tant qu'elles ont trait à la création d'un Office international d'Hygiène placé sous la direction de la Société.

Veuillez agréer, Monsieur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ASTOR.

Le Secrétaire Général,
Société des Nations,
Sunderland House,
Curzon Street, W. 1.

RAPPORT

La Commission convoquée à titre officieux par le Gouvernement britannique les 29 et 30 juillet 1919, pour examiner un certain nombre de questions sanitaires ayant un caractère international, a été invitée par le Conseil de la Société des Nations, en vertu de la Résolution du 13 février 1920, à se constituer en Conférence en s'adjoignant un petit nombre d'experts hygiénistes internationaux, et un fonctionnaire de la Société comme secrétaire. Cette Conférence avait mission de préparer et de soumettre au Conseil des propositions en vue de la création d'une organisation permanente, à laquelle il pourrrait renvoyer, pour avis, et éventuellement pour exécution, toutes les questions refatives à l'application des articles XXIII *(f)* et XXV du Pacte de la Société.

La Conférence, constituée conformémemt au vœu du Conseil, s'est réunie à Londres, au Ministère de l'Hygiène britannique, le 13 avril 1920.

Elle comprenait :

Le Vicomte ASTOR	**Président.**
*M. BRISAC	**France.**
M. LÉON BERNARD	
M. LÉON BOUJARD	
M. THIÉBAULT	
Sir GEORGE NEWMAN, K. C. B. . . .	**Grande-Bretagne.**
*Dr BUCHANAN, C. B.	
Dr STEEGMANN	
*Dr LUTRARIO	**Italie.**
Dr BRUNO FORNACIARI	
Dr DRUETTI	
*Dr YONEJI MIYAGAWA, M. D. . . .	**Japon.**
Dr KAKICHI KAWARATA	
*Chirurgien-Général RUPERT BLUE . .	**Etats-Unis d'Amérique.**
*Général Sir DAVID HENDERSON, K. C. B.	**Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.**
Colonel R. P. STRONG, E. U. A. . .	
Dr POTTEVIN	**Office International d'Hygiène publique.**
Dame RACHEL CROWDY, D. B. E., R. R. C., Société des Nations. . .	*Secrétaires.*
M. L. G. BROCK, C. B., Ministère de l'Hygiène	

* Délégués ayant voix délibérative.

Assembly Document 14
(12/3943/126)

LEAGUE OF NATIONS

Recommendations of the International Health Conference relating to the Establishment of an International Health Organisation under the League

Ministry of Health,
Whitehall, S. W. I,
April 26th, 1920.

Sir,

As Chairman of the International Health Conference recently convened by the Minister of Health, I have the honour to transmit herewith a corrected copy of the recommendations of the Conference so far as they relate to the establishment of an International Health Organisation under the League.

The Secretary-General,
League of Nations,
Sunderland House,
Curzon Street, W.

I am, Sir,
Your obedient servant,
(Signed) ASTOR.

REPORT

The Commission which had met informally on the invitation of the British Government on July 29th and 30th, 1919, to discuss certain questions of international concern in connection with Health, was invited by the Council of the League of Nations, according to their Resolution of February 13th, 1920, to constitute a Conference by adding to its Members a small number of International Health Experts, with an official of the League as Secretary. This Conference was to prepare, for submission to the Council, proposals concerning the institution of a permanent body to whom the Council could refer for advice, and, if necessary, for action all questions connected with the execution of Article XXIII. *(f)* and Article XXV. of the Covenant of the League of Nations.

The Conference, constituted in accordance with the wish expressed by the Council, met in London at the British Ministry of Health, on April 13th, 1920.

The Conference consisted of :

The Viscount Astor	Chairman.
*M. Brisac	France.
M. Léon Bernard.	
M. Léon Boujard	
M. Thiébault	
Sir George Newman, K. C. B. . . .	Great Britain.
*Dr Buchanan, C. B.	
Dr Steegmann	
*Dr Lutrario	Italy.
Dr Bruno Fornaciari	
Dr Druetti.	
*Dr Yoneji Miyagawa.	Japan.
Dr Kakichi Kawarata	
*Surgeon-General Rupert-Blue . . .	United States of Amerika.
*General Sir David Henderson, K. C. B.	League of Red Cross Societies.
Colonel R.-P. Strong, U. S. A. . .	
Dr Pottevin	Office International d'Hygiène Publique.
Dame Rachel Crowdy, D.B.E., R.R.C., League of Nations	*Secretaries.*
Mr L.-G. Brock, C. B., Ministry of Healht	

*Members having the vote.

Des invitations avaient été également adressées à la Belgique et au Brésil, mais, vu le changement de date de la Conférence, les Délégués belges et brésiliens n'ont pas pu y assister.

Sir MALCOLM DELEVINGNE, K. C. B., Représentant britannique au Comité Exécutif du Bureau International du Travail, et

M. H. B. BUTLER, C. B., Directeur adjoint du Bureau International du Travail, ont assisté à la séance pendant laquelle le projet a été discuté.

De plus, les Membres suivants ont pris part à la discussion sur le « typhus en Pologne » :

Dr CHODZKO (" Vice-Ministre ")
Dr RAJCHMANN
} Ministère de l'Hygiène polonais.

Comme suite à ses délibérations, la Conférence a l'honneur de soumettre au Conseil de la Société des Nations le projet de résolution ci-dessous. Elle lui demande d'en saisir l'Assemblée de la Société à sa première séance, afin que soit réalisée la création de l'organisation permanente visée par la Résolution du 13 février 1920.

PROJET DE RÉSOLUTION A SOUMETTRE A L'ASSEMBLÉE.

Conformément aux Articles XXIII *(f)*, XXIV et XXV du Pacte de la Société des Nations, et afin de permettre à la Société des Nations de remplir plus facilement les tâches qui peuvent lui incomber en vertu des dispositions des différents Traités de Paix, l'Assemblée de la Société adopte la résolution suivante :

Qu'il soit créé une organisation internationale permanente d'hygiène qui fera partie de l'organisation générale de la Société des Nations.

FONCTIONS DE L'ORGANISATION.

L'organisation connaîtra des questions intéressant chaque pays seulement dans ses relations avec les autres pays.

On peut résumer sous les rubriques ci-après ses attributions principales dont l'exercice sera réglé par le Comité permanent :

(a) Conseiller la Société des Nations en matière d'hygiène.

(b) Etablir des relations plus étroites entre les services d'hygiène des divers pays.

(c) Organiser un échange plus rapide d'informations dans le cas où il peut être nécessaire de prendre des précautions immédiates contre les maladies (par exemple, les épidémies) et simplifier les méthodes de façon à intervenir rapidement, une fois en possession de ces informations, lorsqu'il s'agit de plusieurs pays.

(d) Fournir une organisation pour assurer la révision ou la conclusion d'accords internationaux permettant de prendre des mesures administratives en matière d'hygiène, et notamment d'examiner les questions à soumettre au Comité Permanent et à la Commission Générale, en vue des conventions internationales.

(e) En ce qui concerne les mesures de protection du travailleur contre les maladies et les accidents qui résultent de son travail, qui sont du ressort de l'Organisation Internationale du Travail, l'Organisation Internationale de l'Hygiène coopérera et collaborera avec l'Organisation Internationale du Travail, et il reste entendu que l'Organisation Internationale du Travail agira de son côté en consultation avec l'Organisation Internationale de l'Hygiène pour toutes questions touchant à l'hygiène.

(f) Conférer et coopérer avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

(g) Conseiller, sur leur demande, les autres organisations bénévoles autorisées, sur les questions d'hygiène ayant un intérêt international.

Invitations were also addressed to Belgium and Brazil, but owing to the alteration of the date of the Conference, the Belgian and Brazilian delegates were unable to be present.

Sir MALCOLM DELEVINGNE, K. C. B., British Government Representative on the Governing Body of the International Labour Office, and

Mr H.-B. BUTLER, C. B., Deputy Director of the International Labour Office, attended the meeting at which the draft scheme was discussed.

The following additional members attended for the discussions on typhus in Poland :

Dr CHODZKO (Vice Minister)
Dr RAJCHMANN } Polish Ministry of Health.

As a result of their proceedings, the Conference begs to submit to the Counci of the League of Nations the following draft of a Resolution which it recommends should be placed by the Council before the Assembly of the League at its first Meeting with a view to instituting the Permanent Body to which the Council referred in their Resolution of 13th February, 1920.

DRAFT RESOLUTION TO BE PLACED BEFORE THE ASSEMBLY

« In pursuance of Article XXIII. *(f)*, XXIV., and XXV. of the Covenant of the League of Nations, and in order to facilitate the discharge by the League of Nations of the responsibilities which may be placed upon it by provisions of the various Treaties of Peace, the Assembly of the League of Nations resolves as fellovs :

« That a permanent International Health Organisation be established as part of the organisation of the League of Nations. »

FUNCTIONS OF THE ORGANISATION

It will be the task of the organisation to de al withsuch matters as affect individual countries only in their relation to other countries.

The main functions of the organisation may be summarised under the headings which follow, and their exercise shall be determined by the Permanent Committee :

(a) To advise the League of Nations in matters affecting health.

(b) To bring Administrative Health Authorities in different countries into closer relationship with each other.

(c) To organise means of more rapid interchange of information on matters where immediate precautions against disease may be required (*e. g.*, epidemics) and to simplify methods for acting rapidly on such information where it affects more than one country.

(d) To Furnish a ready organisation for securing or revising necessary international agreements for administrative action in matters of health, and more particulary for examining those subjects which it is proposed to bring before the Permanent and General Committees, with a view to International Conventions.

(e) In regard to measures for the protection of the worker against sickness, disease and injury arising out of his employment which fall within the provinces of the International Labour Organisation, the International Health Organisation will co-operate with and assist the International Labour Organisation, it being understood that the International Labour Organisation will on its side act in consultation with the International Health Organisation in regard to all health matters.

(f) To confer and co-operate with the League of Red Cross Societies.

(g) To advise, when requested, other authorised voluntary organisations in health matters of international concern.

(h) Organiser des missions chargées des questions d'hygiène, à la demande de la Société des Nations.

L'Organisation Internationale Permanente de l'Hygiène comprendra un Comité Permanent, un Secrétariat d'Hygiène Internationale, et l'Office International d'Hygiène Publique, qui, complété ainsi qu'il est indiqué ci-dessous, deviendra la Commission Générale.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'Organisation se conformera aux principes généranx exprimés dans la Résolution du Conseil, sur les relations des Organisations techniques avec le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations, passée à Rome le 19 mai 1920.

Commission Générale

La Commission Générale se composera des Délégués nommés par les Gouvernements des pays Membres de la Société des Nations, ainsi que des Délégués nommés par les Gouvernements des pays qui ne sont pas Membres de la Société des Nations, mais qui sont représentés dans le Comité de l'Office International d'Hygiène Publique.

La Commission Générale se réunira toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire, et au moins une fois par an, au siège de l'Office International d'Hygiène Publique, à Paris, sauf décision contraire prise à la majorité des pays représentés dans la Commission.

Les langues officielles de l'Organisation Internationale d'Hygiène seront le français et l'anglais.

La Commission Générale nommera elle-même son Président, fixera elle-même son règlement et pourra à tout moment nommer des sous-commissions afin de leur renvoyer, pour étude, toutes questions spéciales. Tout délégué pourra, en tout temps, se faire assister de conseillers techniques. Ces conseiller n'auront pas le droit de vote.

Toutefois, un délégué qui, au cours d'une session, ne pourrait, pour une raison quelconque, assister à une séance, peut, en avisant par écrit le Président, désigner un conseiller pour le remplacer; celui-ci, comme suppléant, aura voix délibérative au cours de la séance.

Comité Permanent

Le Comité Permanent comprendra des Délégués des Etats représentés à titre permanent dans le Conseil de la Société des Nations, quatre membres nommés par la Commission Générale, le Président de cette Commission, un représentant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, et un représentant désigné par le Conseil d'Administration de la Conférence du Travail.

Le Comité Permanent nommera son Président et fixera son règlement. Il se réunira au moins quatre fois par an, et pourra. en outre, être convoqué à tout moment pour l'étude de questions nécessitant un examen d'urgence. Il aura la faculté de créer des sous-commissions, et de faire appel à des conseillers techniques pour des questions spéciales; toutefois, ces conseillers n'auront pas voix délibérative.

Les procès-verbaux complets des séances du Comité Permanent et de toutes les sous-commissions seront soumis à la Commission Générale et au Secrétaire Général de la Société des Nations par les soins du Secrétaire Médical.

Le Président et les Membres du Comité Permanent seront nommés pour trois ans seulement, mais pourront être nommés à nouveau ou réélus.

Secrétariat Médical du Comité Permanent au Siège de la Société des Nations

Ce Secrétariat comprendra :

(a) Un Secrétaire Médical.

(b) Un Personnel.

Le Secrétaire Médical sera nommé par le Comité Permanent, d'accord avec le Secrétaire Général. Il dépendra de ce Comité, envers qui il sera responsable du bon fonctionnement du Secrétariat International d'Hygiène et de l'exécution de toutes autres tâches qui lui seront confiées par le Comité Permanent.

(*h*) To organise missions in connection with matters of health at the request of the League of Nations.

The permanent International Health Organisation shall consist of an Permanent Committee, an International Health Bureau, and the Office International d'Hygiène Publique, which with certain additions set out below will become the General Committee. In carrying out its duties the Organisation shall conform to the general principles laid down in the Resolution of the Council, as to the relations between the technical organisations and the Council and Assembly of the League of Nations, passed at Rome, May 19th, 1920.

The General Committee

The General Committee shall consist of Delegates appointed by Governments of countries Members of the League of Nations, together with delegates appointed by the Governments of countries not Members of the League of Nations, but represented on the Committee of the Office International d'Hygiène Publique.

The General Committee shall meet from time to time as occasion may require, not less than once in every year, and at the headquarters of the Office International d'Hygiène Publique in Paris unless otherwise decided by a majority of the nations represented on the Committee.

The official languages of the International Healt Section shall be French and English.

The General Committee shall appoint its own President, regulate its own procedure, and may at any time appoint sub-Committee to consider any special question. Any Delegate may at any time call in the assistance of technical advisers, but the advisers shall not vote.

A Delegate, however, who during the progress of a Session may for any reason be unable to attend any particular meeting, may, by notice in writing addressed to the President, appoint an adviser to act as his deputy, and this adviser while so acting shall be allowed to vote at that particular meeting.

The Permanent Committee

The Permanent Committee shall consist of Delegates of the States permanently represented on the Council of the League of Nations, four members elected by the General Committee, the President of the General Committee, a representative of the League of Red Cross Societies, and a representative chosen by the Governing Body of the Labour Conference.

The Permanent Committee shall elect its own Chairman and regulate its own procedure, but shall meet not less than four times a year, and may in addition at any time be called tod deal with questions requiring urgent consideration. It Shall be empowered to form sub-Committees and to call in technical advisers on special points, but these advisers shall have no voting power.

Full reports of the Proceedings of the Permanent Committee and of all sub-Committee shall be submitted to the General Committee and to the Secretary-General of the League of Nations through the Medical Secretary.

The Chairman and Members of the Permanent Committee shall hold their appointments for three years only, but shall be eligible for reappointment or re-election.

The International Health Bureau or Personnel of the Permanent Committee at the Seat of the League of Nations

This shall consist of—

(*a*) A Medical Secretary.

(*b*) Personnel.

The Medical Secretary shall be appointed by the Permanent Committee in consultation with the Secretary-General and shall be responsible to this Committee for the efficient working of the International Health Bureau, and for any other duties that

Il aura le droit de communiquer directement avec le Secrétaire Général de la Société des Nations, ainsi qu'avec les services d'hygiène de tous les Gouvernements.

Il aura le droit d'assister à toutes les réunions du Comité Permanent et de la Commission Générale, et sera, d'office, membre de tous les comités et sous-commissions.

Le personnel du Secrétariat International d'Hygiène du siège de la Société des Nations sera nommé par le Comité Permanent, en consultation avec le Secrétaire Médical, et sera composé de personnes de nationalités différentes, autant que cela sera compatible avec son bon fonctionnement.

Le siège du Secrétariat International de l'Hygiène sera le même que celui de la Société des Nations.

Office International d'Hygiène Publique

L'Office International d'Hygiène Publique, avec les modifications indiquées ci-dessus, et sous réserve de l'approbation des Gouvernements signataires de la Convention Internationale de Rome du 9 décembre 1907, fera partie de la nouvelle organisation permanente d'hygiène.

Les membres de la Commission Générale, du Comité Permanent, et le personnel du Secrétariat Médical, auront accès à la bibliothèque de l'Office International d'Hygiène Publique, et ses locaux à Paris seront, le cas échéant, mis à leur disposition pour des réunions spéciales.

L'Office International d'Hygiène Publique exercera toutes les fonctions d'ordre technique qui pourraient lui être assignées par le Comité Permanent, conformément à la résolution adoptée par le Comité de l'Office International d'Hygiène Publique au cours de sa séance du 30 octobre 1919, à Paris.

L'Office International d'Hygiène Publique acceptera, sous réserve de l'assentiment des Gouvernements signataires de la Convention de Rome du 9 décembre 1907, les modifications qu'on pourrait juger nécessaire d'apporter aux « Statuts organiques » de la Convention de Rome de 1907 (notamment à l'article 15), et aux règlements intérieurs de l'Office (notamment à l'article 8 de la 1re partie de ce règlement), mais aucune modification ne sera apportée à la 2me partie relative à la Caisse de Retraites et de Secours du Personnel, si elle est susceptible de porter préjudice aux personnes appelées à en bénéficier.

Conventions

Le Comité Permanent sera investi des pouvoirs nécessaires pour élaborer tout projet de convention nouvelle ou réviser les Conventions existantes.

Toutefois, ces conventions devront être soumises à l'examen et à l'approbation de la Commission Générale, et il faudra une majorité des deux tiers des membres de la Commission Générale, au tour de scrutin final, pour que le projet de convention soit adopté.

Lorsqu'elle élabore une convention, la Commission peut, dans tous les cas, consulter des experts en matière commerciale, si la question envisagée est susceptible d'avoir une répercussion quelconque sur le commerce international. Si la Commission se prononce en faveur de l'adoption du projet de convention, le Président de la Commission Générale et le Secrétaire Médical du Secrétariat d'Hygiène Internationale, signeront cette convention, qui sera alors déposée entre les mains du Secrétaire Général. Le Secrétaire Général présente au Conseil de la Société des Nations le projet de convention ainsi adopté et signé et le communique aux Gouvernements intéressés, sous la réserve de l'approbation du Conseil.

Chaque pays s'engage à ratifier un projet de convention ainsi signé et déposé avant l'expiration d'un délai d'un an, ou à signifier au Secrétaire Général avant l'expiration de cette période sa décision de ne pas ratifier et les raisons de cette décision ; chacun des membres de la Commission Générale s'engage lui-même à signaler constamment la question du projet de convention à l'autorité compétente de façon à obtenir, du pays qu'il représente, une décision dans le plus bref délai possible.

may be assigned to him by the Permanent Committee. He shall have the right of direct access to the Secretary-General of the League of Nations, and shall be empowered to have direct communication with all Government Health Offices.

He shall be entitled to attend all meetings of both Permanent and General Committees and shall be a member ex-officio of all Committees and sub-Committees.

The Personnel of the International Health Bureau at the seat of the League of Nations shall be appointed by the Permanent Committee in consultation with the Medical Secretary, and, as far as possible with due regard to the efficiency of the work of the Office, shall consist of persons of different nationalities.

The headquarters of the International Health Bureau shall be at the seat of the League of Nations.

The Office International d'Hygiène Publique

The Office International d'Hygiène Publique changed as indicated above shall, subject to the approval of the Governments signatory to the International Agreement signed at Rome, December 9th, 1907, form part of the new Permanent International Health Organisation.

Members of the General and Permanent Commitees and of the staff of the International Health Bureau shall have the right to use the Library of the Office International d'Hygiène Publique and its rooms in Paris shall be available for special meetings if required.

The Office International d'Hygiène Publique shall undertake such duties of a technical character as may be assigned to it by the Permanent Committee, in accordance with the Resolution agreed to by the Committee of the Office International d'Hygiène Publique at the Meeting held in Paris on 30th October, 1919.

The Office International d'Hygiène Publique will, subject to the consent of the Governments signatory to the International Agreement signed at Rome, December 9th, 1907, agree to such alterations as may be found necessary in the « Statuts Organiques » of the Rome Convention of 1907 (especially Article 15) and in the rules governing the internal administration of the Office, especially Article 8 of Part 1 of those Rules, but no alteration shall be made in Part 2 with regard to the « Caisse de Retraite et de Secours du Personnel » which is prejudicial to any person entitled to benefit therefrom.

Conventions

The Permanent Committee shall be empowered to draw up any draft new Convention or revise existing ones.

These Conventions must, however, be submitted to the General Committee for consideration and approval, and a majority of two-thirds of the votes of the General Committee will be required on the final vote for the adopting of the draft Convention.

In framing any Convention, the Committee may in all cases obtain the advice of technical trade experts when the matter is in any way likely to affect International Commerce. If it be decided that the draft Convention shall be adopted, it shall be signed by the President of the General Committee and the Medical Secretary of the International Health Bureau, and then be deposited with the Secretary-General. The Secretary-General shall lay before the Council of the League the draft Convention thus adopted and signed, and will communicate it to the Governments concerned, as subject to the approval of the Council.

Each country undertakes to ratify a draft Convention thus signed and deposited before one year has passed, or to signify to the Secretary-General, before the expiration of that period, its decision not to ratify and the reasons for that decision, and each Member of the General Committee undertakes himself to keep the question of the draft Convention before the Authority within whose competence the matter lies, with the object of obtaining a decision as soon as possible from the country which he represents.

Toute convention ainsi ratifiée sera enregistrée par le Secrétaire Général de la Société des Nations, mais ne sera obligatoire que pour le pays qui l'aura ratifiée.

Chacun des membres de la Commission Générale s'engage à présenter des rapports spéciaux ou annuels sur les mesures prises par le pays qu'il représente, pour l'application des clauses de la Convention dont il est signataire ; ces rapports seront présentés à la date et sous la forme prescrites par le Comité Permanent. Les pays non signataires de cette Convention seront invités à fournir des rapports analogues sur tous les points se rapportant à la question qui a fait l'objet de la Convention.

Ces rapports seront communiqués à tous les membres de la Commission Générale, et, le cas échéant, feront en outre l'objet d'une publicité dans la presse.

Au cas où un ou plusieurs membres n'exécuteraient pas l'engagement en question, le Comité Permanent se réserve le droit de présenter un rapport à cet effet au Conseil de la Société des Nations, qui statuera sur les mesures à prendre.

Toutefois, le Gouvernement intéressé (s'il n'est pas déjà représenté dans le Comité Permanent) aura le droit d'envoyer un représentant qui pourra prendre part aux débats lorsque la Commission examinera la question.

Dépenses

Les dépenses engagées pour toutes les organisations nouvelles, les commissions spéciales et les frais d'administration du Secrétariat Médical, seront imputées au budget de la Société des Nations.

Le Secrétaire Médical préparera un état annuel de toutes les dépenses ordinaires ; cet état sera adressé au Comité Permanent, qui sera chargé de le soumettre, par l'intermédiaire du Secrétaire Général à l'approbation du Conseil de la Société des Nations.

Les dépenses extraordinaires feront l'objet de demandes du Secrétaire Médical au Comité Permanent, puis les soumettra d'urgence, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, à l'approbation du Conseil.

Le Secrétaire Médical sera responsable envers le Secrétaire Général de la Société des Nations de l'emploi de tous les fonds qui lui seront versés, et devra se prêter à toute vérification de comptes qui sera jugée utile.

Sous réserves de dispositions contraires, les dépenses de l'Office International d'Hygiène Publique continueront à être payées au moyen de contributions, réparties conformément à l'accord international conclu à Rome le 9 décembre 1907.

L'Office International d'Hygiène Publique se prêtera à toute vérification de comptes, aussi souvent que le Secrétaire Général de la Société des Nations pourra le juger bon.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations usera de toute son influence pour aider l'Organisation Internationale Permanente de l'Hygiène.

(*Signé*) ASTOR.

Le 16 avril 1920.

Any Convention so ratified shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations, but shall only be binding upon the country which ratifies it.

Each member of the General Committee agrees to make special or annual reports on the measures the country he represents has taken, to give effect to the promises of the Convention to which it is a party, and these reports shall be made when and ir such form as the Permanent Committee may prescribe. Similar reports shall be requested from countries not signatory to the Convention concerned on matters affecting the subject-matter of the Convention.

These reports shall be circulated to all members of the General Committee, and shall in addition be given publicity in the Press if necessary.

In the event of any members failing to carry out this undertaking, the Permanent Committee reserves to itself the right of putting in a report on the matter for consideration by the Council of the League of Nations, who will decide what action shall be taken.

The Government in question shall, however (if not already represented on the Permanent Committee), be entitled to send a representative to take part in the proceedings of the Committee while the matter is under consideration.

Expenses

The expenses of all new Organisations, Special Committees and Establishment Charges of the International Health Bureau of the League of Nations shall be paid from the consolidated funds of the League.

The Medical Secretary of the International Health Bureau shall prepare in advance an annual statement of all the ordinary expenditure for submission to the Permanent Committee, whose responsability it will be to recommend sanction for the proposed expenditure to the Council of the League of Nations through the medium of the Secretary-General. Extraordinary expenses shall be submitted by the Medical Secretary to the Permanent Committee, which will present the same as matter of urgency to the Council of the League of Nations through the medium of the Secretary-General.

The Medical Secretary shall be responsible to the Secretary-General of the League of Nations for the proper expenditure of all moneys paid to him, and shall submit to such audit as may be deemed desirable.

Until otherwise determined, the expenses of the Office International d'Hygiène Publique shall be paid as at present by contributions according to the apportionment of the International Agreement signed at Rome, December 9th, 1907.

The Office International d'Hygiène publique shall from time to time submit to such auditing of expenditure as may be deemed desirable by the Secretary-General of the League of Nations.

The Secretary-General of the League of Nations shall render all possible assistance to the Permanent International Health Organisation.

(*Signed*) ASTOR.

16th April, 1920.